

De la gifle

à l'uppercut



"Dégelée", "déculottée", "dérueillée", "correction", "raclée"... Les gros titres de la presse ont rivalisé pour trouver des synonymes destinés à caractériser la déroute électorale subie par le Parti socialiste - et au-delà par le gouvernement et le Président de la République - lors de ces élections municipales. La vague bleue et "bleue marine" du premier tour s'est métamorphosée au second en tsunami qui a fait perdre plus de 150 villes à la gauche gouvernementale au profit de la droite alors que le Front national prenait le contrôle d'une dizaine de municipalités.

Bref la gifle du 23 mars s'est transformée le 30 mars en uppercut qui a laissé le PS et le gouvernement KO debout. Et Hollande, qui nous dit-on "a entendu le message", vient de nommer Valls Premier ministre et nous promet dans les jours ou les semaines qui viennent quelques mesurette de "justice sociale".

Pas de quoi pavoiser.

Les difficultés du PS, du Président et du gouvernement ne nous font pas verser une larme.

Mais elles ne nous réjouissent pas non plus. Car les coups que vient d'encaisser ce gouvernement aux ordres du MEDEF ne proviennent pas de sa gauche mais de sa droite, c'est à dire de formations politiques qui, si elles arrivent demain au gouvernement, mèneront la même politique anti-populaire et anti-ouvrière que Hollande, voire une politique encore pire.

Car "le peuple de gauche", pour reprendre une expression à la mode, a surtout manifesté avec ses pieds en refusant d'aller voter.



Les déçu-e-s du Hollandisme - et au-delà nombre de celles et de ceux qui se sont opposé-e-s à la politique du nouveau Président dès son élection - ont préféré rester à la maison, certain-e-s par désillusion, d'autres par lassitude, d'autres enfin persuadé-e-s qu'il n'y avait aucune issue dans les urnes.

Sommaire

- Page 1 : De la gifle à l'uppercut
- Page 2 : La percée des abertzale
- Page 3 : Prises de position à Anglet et Bayonne
- Page 4 : Processus de paix à sens unique
- Page 5 : Ukraine - l'impasse des nationalismes
- Page 6 : Livre - Un garçon honorable



Les listes "à gauche de la gauche" (NPA, LO, Front de Gauche souvent sans le PCF) n'ont finalement que peu profité de la défiance de toute une partie de l'électorat populaire à l'encontre du PS, ce qui fait que les scores réalisés ont été modestes mais pas ridicules.

Mais revenons aux abstentionnistes de gauche. Une lecture optimiste de la situation d'aujourd'hui permettrait de considérer aujourd'hui chacun et chacune d'entre eux comme un ou une gréviste potentiel-le de demain. Malheureusement la situation est un peu plus complexe. Face à la crise économique, les résistances restent éparpillées et isolées. Les confédérations syndicales - accompagnant, chacune à sa façon, la politique d'austérité du gouvernement socialiste - se refusent à organiser et généraliser les luttes. Les milieux populaires sont désorientés par une "gauche" qui depuis presque 2 ans prolonge et aggrave la politique antisociale du gouvernement de droite précédent. Une riposte massive "toutes et tous ensemble" serait pourtant le seul moyen d'inverser la vapeur et de permettre aux travailleuses et aux travailleurs de résister et de riposter face aux attaques quotidiennes qui les visent.



Les grandes tendances qui ont traversé l'Hexagone lors de ces municipales ont été, comme d'habitude, considérablement atténuées en Pays Basque. D'abord l'abstention a été plus faible qu'au niveau national (36, 5%) : 34 % au premier tour dans les 44 villes et villages de plus de 1 000 habitants, 32 ou 33 % en y incluant la centaine de communes exclusivement rurales où la participation est traditionnellement plus forte. Cependant on a noté quelques exceptions dans des villes qui ont frôlé ou dépassé les 40 % (Guéthary, Saint-Pierre d'Irube, Anglet, Biarritz et Bayonne). Ensuite il n'y a pas eu de percée du Front National : dans la seule ville où il avait pu constituer une liste, Biarritz, il a dépassé à peine les 5 %. De plus le PS n'a pas connu de débâcle. S'il a perdu Anglet il faut se rappeler qu'il y a 6 ans la victoire de son candidat, Espilondo, n'avait été acquise que parce qu'une des trois listes de droite présentes au premier tour s'était ralliée à lui. Cette fois Espilondo a été battu car l'électorat de droite est revenu au bercail. Et l'abstention plus forte enregistrée dans certains quartiers populaires n'a certainement joué qu'un rôle très secondaire dans cette défaite. A Bayonne le PS échoue de justesse à prendre la mairie mais réalise le meilleur score jamais atteint par la gauche dans ce type d'élection. Enfin les socialistes reprennent Hendaye à la droite et font des scores plus qu'honorables en particulier dans les villes de la Côte Sud (Ciboure et Urrugne notamment). Quant au PCF s'il perd Le Boucau, la seule ville qu'il dirigeait en Pays Basque, cela est moins dû à une poussée de la droite qu'au fait que dans cette commune, au premier comme au second tour, il y avait trois listes de gauche en présence et que la tête de liste de celle du PS n'avait pas caché que son but était de faire chuter la maire communiste.

La "gauche de la gauche" (représentée localement par le NPA, le Parti de gauche, la Gauche anticapitaliste, le Front de gauche la plupart du temps sans le PCF, des communistes oppositionnels et quelques listes du PCF qui s'opposaient au PS) a réalisé 7, 5% des suffrages au premier tour, ce qui est honorable. Enfin, à droite, les centristes de différentes obédiences (Modem, UDI etc.) ont pris le meilleur sur l'UMP, ce qui encore une fois est dans l'ordre des choses dans une région très fortement marquée par la tradition démocrate chrétienne.

Mais le fait marquant de ces élections a été la percée des nationalistes basques de la "gauche abertzale". Au premier tour elle a remporté Saint-Etienne-de-Baigorry et au second Ustaritz. Elle a dépassé les 30 % à Saint-Jean-Pied-de-Port, les 20 % à Ciboure, Saint-Jean-de-Luz, Urrugne, Cambo-les-Bains, les 10 % à Bayonne, à Mauléon et à Saint-Palais et a fait également d'excellents résultats dans les villages de l'intérieur.

Cette "gauche abertzale" est, sur le plan politique, une nébuleuse qui regroupe à la fois des courants proches de l'extrême-gauche et d'autres plutôt attirés vers les chrétiens sociaux et les sociaux-démocrates avec, entre ces deux pôles, toutes les nuances possibles.

Ce qui explique - ajouté au fait que les représentants PS locaux ont des approches différenciées de la "question basque", en particulier de la revendication d'une collectivité territoriale spécifique - les positions divergentes adoptées par ces listes au second tour : une ne s'est pas prononcée entre les listes de gauche et de droite restant en présence (Anglet), une autre à fusionner avec le Front de gauche (sans le PC) en se maintenant face à la liste PS-PCF et à celle de la droite (Bayonne), d'autres enfin ont fait listes communes avec les socialistes (Hendaye, Ciboure, Saint-Jean-de-Luz). Sans même parler de celles et ceux qui figuraient sur une liste centriste dès le premier tour (Biarritz). Ce qui indique évidemment une grande hétérogénéité politique.



Quoiqu'il en soit le succès des abertzale de gauche (alors que ceux de droite, représentés par le Parti nationaliste basque, figuraient sur des listes UMP ou centristes dès le premier tour) montre que les thèmes qui leur sont chers (défense de la langue basque et des ikastola, création d'une collectivité territoriale spécifique, implication dans le processus de paix, soutien aux prisonnier-e-s et aux exilé-e-s) touchent désormais une frange beaucoup plus large que le seul public traditionnel abertzale ou euskalzale. Une réalité que personne ne peut plus désormais ignorer.



ELECTIONS MUNICIPALES

A l'issue du premier tour "la gauche de la gauche" avait réalisé 3,3 % des voix à Anglet (liste NPA, PG, dissidents du PCF) et 5,7 % à Bayonne (liste Front de Gauche comprenant le Parti de Gauche et la Gauche anticapitaliste). Dans les deux principales villes du Pays Basque le PCF "officiel" avait fait allégeance aux socialistes et figurait sur des listes conduites par ces derniers. Nous publions ci-dessous deux prises de position concernant le second tour, l'une émanant de la liste "Anglet à gauche toute", l'autre du comité NPA B.A.B. - Pays Basque

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



La liste conduite par Claude Larrieu (NPA), Anne-Marie Borda (PCF) et Sébastien Arcaya (PG), remercient les 601 Angloy-e-s qui ont voté pour elle.

"Anglet à gauche toute" ne se reconnaît pas dans les programmes municipaux proposés par les candidats du deuxième tour. Ces programmes - marqués du sceau du passé, de l'empreinte du capitalisme qui consiste à vider les poches de la population pour remplir celles d'une minorité de privilégiés - acceptent le cadre général d'une politique au service des grandes sociétés et de la haute finance, d'une politique qui, au plan local comme au plan national, fait la part belle aux entreprises privées, au détriment des services publics. C'est évident pour les listes de droite et du centre... Mais ce n'est pas moins vrai pour la liste PS d'Espilondo. En 2008 des électrices et des électeurs de gauche avaient pu avoir l'illusion que la gestion municipale dirigée par le PS allait réellement changer leur vie quotidienne. Il n'en a rien été. Dans la réalité, la politique menée par Espilondo, calquée sur celle du gouvernement Hollande-Ayrault, a fort ressemblé à celle de ses prédécesseurs.

Pour ces raisons « Anglet à gauche toute » ne donne donc aucune consigne de vote. Nous continuerons à nous battre pour faire avancer le programme que nous avons défendu pendant la campagne, avec nos électrices et électeurs, également avec celles et ceux qui se sont abstenus par refus des alternances gauche-droite pratiquant la même politique d'austérité. Nous savons que, quelle que soit la situation le 31 mars à Anglet, nous ne devons compter que sur nos luttes pour gagner, notamment des logements sociaux en nombre suffisant, ainsi que des services publics de qualité...



Second tour en Pays Basque Deux prises de position



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Le comité NPA-BAB Pays Basque défend un programme d'urgence sociale et démocratique s'opposant aux mesures d'austérité de la « gauche » comme de la droite.

Ainsi il se prononce en particulier:

- pour l'interdiction des licenciements
 - pour le partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire
 - pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux.
- et, sur le plan local :
- pour satisfaire de façon prioritaire les besoins en logement social,
 - pour des services publics de qualité ; pour une régie publique des transports en commun et pour leur gratuité ; pour une régie publique de l'eau et sa distribution à prix coûtant.
 - pour une démocratie participative et des comités de quartier indépendants de la mairie.
 - pour les droits démocratiques au Pays Basque : défense des langues et cultures basque et gasconne, des ikastola ; consultation de la population pour une collectivité territoriale spécifique ; respect des droits des prisonnier-e-s et exilé-e-s politiques et avancée du processus de paix.

Le comité NPA-BAB Pays Basque retrouve dans le programme de "L'alternative à gauche" nombre de ses propositions concernant les questions municipales et locales. C'est pourquoi il appelle les électrices et les électeurs de Bayonne à voter pour cette liste le 30 mars.

LE PROCESSUS DE PAIX AVANCE... À SENS UNIQUE

La société civile du Pays Basque, des deux côtés de la frontière, s'installe peu à peu dans le nouveau contexte initié il y a déjà deux ans et demi par la conférence de paix d'Aiete et l'arrêt définitif de la lutte armée de l'ETA. La résolution politique, démocratique et pacifique du conflit est en route, mais à sens unique car les États espagnol et français se refusent toujours à y participer.

Seize prisonnières et prisonniers demandent le rapprochement

Plus de 500 presos (prisonnier-e-s politiques basques) sont aujourd'hui disséminés dans les geôles espagnoles et françaises. La demande du rapprochement au Pays Basque est une revendication historique de l'EPPK, leur Collectif, qui ne la concevait que comme s'appliquant à l'ensemble des prisonnier-e-s. Mais face au refus du gouvernement espagnol de tout geste de conciliation, l'EPPK a revu sa position, en accord avec son implication dans la construction du processus de paix. Pour la première fois, et comme l'avait annoncé ce Collectif en décembre dernier, des demandes de rapprochement individuel ont été faites il y a trois semaines, concernant seize presos gravement malades ou âgés de plus de 70 ans. L'un d'entre eux, Ibon Fernandez Iradi, atteint de sclérose en plaques, est incarcéré en France. A ce jour le ministre de l'Intérieur espagnol s'est contenté de dire que la loi serait appliquée... sans préciser si cela signifie - ou non - le

rapprochement des seize. Quant au gouvernement français, il n'a tout simplement eu aucune réaction.

Une centaine d'exilé-e-s annoncent leur retour chez eux

Anciens membres de l'ETA ou pas, plusieurs centaines de réfugié-e-s basques, fuyant la persécution et la torture, sont éparpillées dans le monde - nombreux résident en France dont un grand nombre en Iparralde - avec des situations juridiques variées, parfois sans aucun statut, et pour certains depuis 30 ou 40 ans. Le 13 juin 2013 à Biarritz, le Collectif des exilé-e-s politiques basques (EIPK) avait annoncé devant 4 500 personnes sa participation au processus de paix en demandant l'arrêt des mesures d'exception, la garantie des droits des exilé-e-s, et un devoir de vérité et de mémoire pour toutes les épreuves subies. L'EIPK avait également déclaré que « le temps (était) venu pour le retour chez eux des réfugié-e-s ». Cette décision va commencer à entrer en application. Le 22 mars dernier à Arcangues, une centaine de réfugié-e-s ont tenu une conférence

de presse pour annoncer qu'elles s'apprêtent à rentrer chez

elles en Pays Basque de majorités en faveur de la résolution



eux, en Hegoalde (Pays Basque Sud). Cela concerne aujourd'hui celles et ceux qui ne sont pas, ou plus, poursuivi-e-s par la justice. « Vous nous reverrez dans les rues de nos villages d'origine » ont-ils déclaré. Rien ne peut garantir qu'il n'y aura pas d'arrestations vu la politique répressive du gouvernement espagnol, mais les exilé-e-s sont déterminé-e-s et peuvent compter sur de nombreux soutiens.

Le Manifeste de Bayonne

Présenté à la presse le 2 avril à Bayonne, un nouveau Manifeste a été signé par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives et des « personnalités ». Il fait un triple constat : l'exis-

du conflit, la poursuite de la répression par les États espagnol et français, l'appui de la Communauté internationale au processus de paix et les apports des deux collectifs (EIPK et EPPK) comme des éléments centraux de cette démarche. Il dénonce l'utilisation de la torture dans l'État espagnol et demande en particulier : la fin de toutes les mesures d'exception, dont le mandat d'arrêt européen ; le rapprochement des prisonniers-ères, la libération immédiate pour celles et ceux qui sont gravement malades ou peuvent être mis en libération conditionnelle ; le retour des exilé-e-s. Afin d'appuyer ces demandes, il annonce une grande manifestation le samedi 14 juin à Bayonne, à 17h à Lauga, avec pour mot d'ordre central « Droits de l'Homme - Résolution - Paix ».

Elargir la mobilisation, multiplier les initiatives, obtenir le soutien actif d'un maximum d'organisations et d'associations de la société civile est la voie pour contraindre au dialogue les États espagnol et français.



UKRAINE

L'impasse des nationalismes

La raison avancée par Poutine pour envahir puis annexer la Crimée - protéger la population russophone du pouvoir "fasciste" de Kiev - est bien sûr un prétexte mensonger et fallacieux. Mais il n'est ni plus mensonger ni plus fallacieux que ceux avancés en leur temps par les Etats-Unis pour intervenir militairement en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, par l'ensemble des pays occidentaux pour appuyer la décision du Kosovo de quitter la Serbie en 2008, par les forces aériennes française et britannique pour bombarder la Libye en 2011, et, plus récemment, par Hollande pour envoyer les troupes françaises au Mali en 2013 et en République Centrafricaine en 2014.

A chaque fois les grandes puissances masquent la préservation de leurs intérêts économiques, militaires et géo-politiques par de grandes phrases sur la Paix, la Justice, la Démocratie, le Respect de l'intégrité territoriale, voire "le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" (que Poutine a appliqué en Tchétchénie en massacrant toute une partie de la population). Mais ils sont les premiers à dénoncer leurs concurrents lorsque ces derniers utilisent la même phraséologie hypocrite dans la défense de leurs prés carrés.

La brutale intervention russe en Crimée a surtout servi à Poutine à exacerber les sentiments nationalistes et xénophobes d'une popula-

tion russe toujours en proie à la pauvreté. En espérant sans doute que cela lui fera oublier sa misère et la stagnation économique que connaît à nouveau le pays. Il a voulu aussi se présenter comme le protecteur des 25 millions de Russes qui, après la disparition de l'URSS, sont restés hors des frontières de la nouvelle Fédération de Russie. Une façon aussi de démontrer son pouvoir de nuisance aux pays voisins ex-soviétiques.

Il faut dire que l'homme fort du Kremlin a été largement aidé dans sa tâche par les nouveaux dirigeants ukrainiens. Car leur décision de dénier au russe son statut de seconde langue officielle a été une douche froide pour près de la moitié du pays dont c'est la langue maternelle. Et le fait que le tiers du nouveau gouvernement de Kiev soit constitué de ministres appartenant à la droite fascisante, voire à l'extrême droite ouvertement raciste, pro-nazie et anti-russe, a apporté de l'eau au moulin de la propagande poutinienne tandis que les dirigeants occidentaux restaient muets sur le sujet.

Poutine a joué les matamores en Crimée en prenant finalement peu de risques. Car les affaires sont les affaires. Les "sanctions économiques" décidées par Bruxelles et Washington sont d'autant plus timides qu'aucun des grands pays



impérialistes d'Occident ne veut prendre le risque de perdre les fructueux marchés que représente la Russie actuelle. On reste donc au niveau du symbolique. Et il n'est même pas impossible que Poutine et Obama aient passé discrètement un marché : la Russie conserve la Crimée à condition de ne pas aller plus loin mais elle laisse Kiev conclure des accords avec le camp occidental. Reste à savoir si ce ne sera pas un marché de dupes dans une situation explosive où tout dérapage est possible.

Quant à la classe ouvrière ukrainienne on ne l'a guère entendue. Dans les deux parties du pays ce ne sont pas les foules populaires qui tiennent pour l'instant le haut du pavé mais des milices et des groupes para-militaires dopés au chauvinisme le plus bestial. Pourtant l'avenir d'une Ukraine libre, indépendante, socialiste et démocratique, débarrassée des oligarques de tout poil, dépend avant tout des travailleuses et des travailleurs - ukrainophones ou russo-phones - qui ont tout à gagner à lutter ensemble et tout à perdre à se mettre à la remorque des politiciens nationalistes, pro-russes ou pro-ukrainiens.



Livres

“Un garçon convenable”

de Vikram Seth

Livre de poche (2 volumes)

L'auteur nous transporte en Inde, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh. Nous sommes dans les années 1950 et le pays vient d'obtenir son indépendance.

Le Parti du Congrès, fondé par Gandhi et qui est alors dirigé par Nehru, est largement majoritaire. Il tente de faire évoluer les lois et les mentalités. Il met toutes ses forces dans la lutte contre les violences entre hindous et musulmans. La Constitution de l'Inde, votée en 1950, abolit l'intouchabilité. La loi sur les Zamindar (1), votée après bien des résistances, ôte à l'aristocratie paysanne la jouissance d'un système féodal. Mais la corruption gagne peu à peu le parti de Gandhi et le fossé se creuse entre religions et entre castes.

Le gouvernement en vient ainsi à réprimer brutalement les manifestations de la caste des cordonniers qui travaillent dans des conditions extrêmes d'insalubrité et de puanteur, sans parvenir à gagner de quoi se nourrir.

Quant à la bourgeoisie de l'Uttar Pradesh, elle ne réussit pas à s'émanciper du colonialisme anglais. Arun, l'un des nombreux personnages de cette saga, méprise son peuple et pour lui tout homme ne parlant pas assez bien l'anglais n'est pas un parti digne de sa sœur Lata. Nous sillonnons les villes de l'Etat, en compagnie de Mme Mehra, mère de Lata, à la recherche d'un garçon convenable pour sa fille, d'où le titre du livre

Nous découvrons, au travers de différentes sagas familiales, la diversité des castes et des sous-castes, des rites hindous, des langues parlées. Nous assistons aux fêtes données en l'honneur de divinités hindoues, sur les rives du Gange, mais aussi aux processions musulmanes avec leurs joueurs de tambours. Quand, par malheur et malgré tous les efforts des forces de police pour l'éviter, les deux communautés se rencontrent, c'est l'émeute, et la violence meurtrière se déchaîne dans les rues et ruelles de la ville. La partition de l'Inde, avec la création du Pakistan, a déchiré de nombreuses familles en les séparant, sans pour autant régler la question religieuse.

Pourtant une amitié solide unit la famille de Maan, hindoue, et la famille de Firoz, musulmane. Amitié qui repose sur la haute position sociale de chacune des familles, une éducation commune, l'absence de préjugés, des convictions politiques héritées de Gandhi. Mais cette amitié est sans cesse mise en péril dans un Etat où partisans des traditions et tenants de la modernité se livrent une guerre sans merci.

Les basses castes vivent dans la misère la plus extrême, à côté des castes plus fortunées comme les castes marchandes, jusqu'aux castes supérieures telles que celles des prêtres, les Brahmanes. Cette situation ne révolte que quelques individus, comme Maan, et surtout



Rasheed, musulman ayant adhéré au Parti socialiste.

Nous suivons le parcours intérieur de Lata vers son émancipation : elle choisira elle-même son mari, contre l'avis de sa mère et de son frère.

Ce livre en 2 volumes est passionnant.

Il nous emmène loin de notre culture, de notre système social, de notre façon de penser le monde. En même temps on se sent proche de Lata, de sa famille, des personnages rencontrés dans ce récit.

Au delà de la diversité des peuples et des cultures, Vikram Seth nous fait toucher du doigt l'universalité de l'être humain. Fresque historique de l'Inde fraîchement indépendante, ce roman apporte sa pierre à l'éducation contre le racisme et les préjugés.

(1) Les Zamindar étaient une aristocratie issue de la noblesse terrienne qui possédaient de grandes propriétés agricoles, contrôlaient de larges territoires et collectaient les impôts auprès des paysans en en gardant une partie pour eux.

Pour toutes vos commandes... faites vivre une librairie militante !

librairie
la-breche.com

13, 27, rue Taine - 75012 PARIS ☎01.49.28.52.44
@contact@la-breche.com